Jeudi 10 novembre 1977 – No 766

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

GREVE DES PETITS COMMERCANTS

Le responsable de la hausse: l'Etat

La Confédération de l'alimentation de détail n'a pas caché son refus des mesures de Barre contre la hausse des prix (dit-il). Ce syndicat qui regroupe 70 % des petits commerçants avait lancé un mot d'ordre de grève pour mercredi.

Les petits commerçants parlent aussi de ne plus vendre les produits que Barre voudrait bloquer : le veau, les croissants, etc.

D'autres mesures sont aussi venues attiser la colère, comme le refus par la Commission du marché commun de supprimer totalement les droits de douane sur les pommes. Ceux-ci ne seront réduits que de moitié et seulement jusqu'au 31 janvier 1978.

La colère des petits commerçants contre Barre est justifiée. Ce ne sont pas eux en effet, les vrais responsables de la hausse des prix. Comme ce ne sont pas non plus les petits producteurs, les petits paysans. Barre voudrait s'appuyer sur certaines idées qui courent pour faire croire que si les prix augmentent c'est parce que le magasin du coin les augmente à son gré ou parce que les paysans fixent des prix exhorbitants. Or, c'est faux.

Ceux qui tirent des profits énormes de la situation actuelle, de crise et de hausse des prix, ce sont les monopoles, que ce soient les monopoles de la terre ou ceux du commerce. Et par ses mesures, c'est eux que Barre voudrait favoriser un peu plus.

Qui en fait les frais ? L'ouvrier, le travailleur qui achète, mais aussi le petit commerçant, le petit paysan, bouffés par les gros.

Voilà pourquoi tous ceux qui subissent les exactions de Barre l'homme des monopoles, doivent s'unir dans la lutte contre l'État capitaliste.

Editorial

A bas les mesures Stoléru !

On apprend presque chaque jour de nouvelles brutalités policières à caractère raciste, comme mardi soir à Vitry par exemple. Tout est prétexte au passage à tabac des jeunes immigrés (pas seulement, bien entendu), à l'expulsion d'ouvriers ou d'étudiants étrangers. Combien existe-t-il de prisons du type de celle d'Arenc à Marseille ou du palais de justice à Paris ? Combien sont-ils ceux qui sont arrêtés, emprisonnés, dans ces endroits, sans recours possible, sans parfois même savoir pourquoi ils sont là, et qui sont directement expulsés vers leur pays d'origine ?

Des dizaines par jour, à en juger par le nombre de témoignages déjà connus.

Les mesures Stoléru (arrêt de l'immigration familiale, versement d'un million d'anciens francs aux immigrés ayant travaillé au moins cinq ans en France pour partir, arrêt de toute délivrance de cartes de séjour et de travail), ces mesures scandaleuses dans leur contenu, ne sont encore que la façade visible d'une politique de plus en plus systématique de répression tous azimuts contre nos frères, les ouvriers étrangers. Ces mesures font partie du plan général réactionnaire du pouvoir qui consiste à exploiter davantage la classe ouvrière pour sortir le système de la crise économique et politique qui ne cesse de s'approfondir.

De la même façon que nous refusons les licenciements et l'austérité, (que ne subissent pas, bien sûr, les bourgeois) nous devons combattre cette atteinte aux libertés démocratiques et cette surexploitation qui frappe aujourd'hui le quart de la classe ouvrière et donc la concerne dans son ensemble.

C'est dans ce but que des organisations de travailleurs immigrés dont le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le Travailleur tunisien, Aydinlik, le CTA-Afrique, le CTA-Algérie, l'Association générale des étudiants algériens, et d'autres appellent avec des organisations françaises dont le PCR (ml), l'UCJF ml, l'OCT, la LCR et nous-mêmes à une grande manifestation de masse sur des mots d'ordre unitaires à Paris le samedi 19 novembre (Barbès à 14h). Pour notre part, nous soutenons l'initiative du PCMLF de faire de cette journée dans tout le pays une journée de manifestation et d'action entre les mesures Stoléru. C'est dès maintenant qu'il faut engager la préparation de cette journée au niveau des entreprises et des quartiers pour en assurer le succès !

• Vitry sur Seine

La police agresse de jeunes immigrés

Dans la soirée de lundi et pendant toute une partie de la nuit, la ville de Vitry sur Seine dans la banlieue de Paris, a été littéralement quadrillée par la police.

Un nombre impressionnant de cars et de voitures de flics ont sillonné les quartiers les plus ouvriers la nuit résonnait de coups de sifflets. Au carrefour situé près de la cité Souzi, les flics ont disposé une demi-douzaine de cars en quinconce et ont pris position, mitraillette au poing. Ils ont parcouru la cité par groupes d'une dizaine avec des torches. C'était une véritable chasse aux jeunes particulièrement aux jeunes immigrés

(Voir article page 3)

• Lip

Vote pour la coopérative

Mardi les travailleurs de LIP ont voté pour faire de LIP une coopérative ouvrière. Ils savent bien qu'une telle coopérative en système capitaliste ne sera pour le moins pas sans problème : *«Nous allons à l'aventure, mais il n'y a pas d'autres solutions»*.

Si certains se voient dans l'impasse, les confédérations CGT et CFDT y sont bien pour quelque chose. Citons des réactions de grévistes comme : «Ils n'ont jamais rien proposé en 18 mois ; ils ont la notion du travail capitaliste dans la tête».

Avec le jeune Lucien Meylon

Les lycéens du lycée Henri Vallon, Aubervilliers, indignés par l'assassinat du jeune Lucien Meylon, ont appelé les élèves à débrayer le jeudi 9 novembre pour participer en masse à l'enterrement de Lucien, à l'appel du Comité de soutien Lucien Meylon.

L'enterrement aura lieu à 14 h à l'église Sainte-Geneviève de Garge-les-Gonesses.

Lucien Meylon est ce jeune antillais abattu le dimanche 30 ocotobre par un néo-nazi, à la sortie d'un concert pop.

• Sahara occidental

A propos du Sahara, de Guiringaud devait déclarer mardi que «la France est toujours en faveur du droit inaliénable à l'autodétermination des populations sahraouies». On notera l'hypocrisie des propos quand chacun sait que l'État français est à deux doigts d'une intervention militaire dans cette région pour des raisons humanitaires, évidemment.

C'est décidément une vieille tradition de la bourgeoisie que d'appeler les choses par le contraire de ce qu'elles sont : ici acte humanitaire signifie aventure militaire doublé d'agression contre un peuple qui lutte pour sa libération.

• Renault-Billancourt

Les 800 travailleurs de la fabrication du département 38 de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, mis en chômage technique à la suite de la grève des caristes, ont refusé de reprendre le travail mardi.

Cette décision a été prise lundi au cours d'un vote après l'annonce faite par la direction d'indemniser à 56 pour cent les heures perdues.

Les 800 manutentionnaires du département 38 s'étaient mis en grève à la suite d'une réorganisation de leur service.

Grève de 24 heures

La grève nationale interprofessionnelle de 24 heures lancée par la CGT la CFDT et la FEN pour le 1er décembre, aura soi-disant pour but de «montrer clairement au gouvernement et au patronat le refus de l'austérité et d'exiger l'ouverture de négociations sur les revendicatons essentielles».

Une journée de grève pour rien pensent la grande masse des travailleurs. Une journée qui aura lieu à la suite d'un certain nombre de sabotages de grèves la dernière étant celle de Dubigeon à Nantes.

Une grève de 24 heures, une de plus après celle du 7 octobre 1976 et du 24 mai 1977, qui n'apportera aucun souffle nouveau au mouvement ouvrier, si ce n'est le vent de la défaite que garantissent les dirigeants révisionnistes et réformistes des deux confédérations ouvrières.

Une grève qui sera aussi l'occasion de redorer le blason bien terni ces derniers temps de l'Union de la gauche, et où les dirigeants syndicaux s'efforceront une fois de plus de n'offrir comme seule perspective tant économique que politique que la victoire électorale des partis bourgeois de gauche en mars 1978.

Goscinny est mort

De qui se moquait-il ?

Le père d'Astérix vient de mourir. Déja les épithètes les plus louangeuses fusent. On parle d'«ami public no 1» on le compare à Walt Disney. On peut dire, toute proportion gardée, qu'il a, avec ses collaborateurs, joué un rôle similaire en France, à celui de W. Disney aux USA dans la promotion de la bande dessinée. D'ailleurs comme Disney il avait son héros: Astérix, son journal : Pilote et en 1975 il créa le studio de dessin animé IDEFIX.

Tout a commencé en 1959 avec la création d'«Astérix et Obélix». Goscinny a réussi à faire d'Astérix une sorte de «héros national». Comment ? En reprenant sur un ton ironique tous les clichés de l'histoire de France, sur les Gaulois en particulier, les druides,la peur du ciel qui tombe sur la têtee, la moustache et les tresses etc.. Chaque lecteur peut rire de ces détails qu'on lui a inculqués à l'école en guise d'histoire.

Goscinny a intégré dans ses albums une peinture bourgeoise du peuple et de la société actuelle . Les Gaulois sont représentés comme des personnages râleurs, individualistes, jaloux qui se disputent pour des péccadilles, incapables de faire quelque chose ensemble. Mais heureusement il y a le héros : Astérix toujours suivi d'Obélix. Ce duo fait écho à Laurel et Hardy. Obélix est incapable d'émettre la moindre idée personnelle mais ingurgite par contre des monceaux de sangliers.

C'est Astérix, qui, grâce à son intelligence supérieure et à la potion magique, sauve la population du village gaulois. Le peuple, lui, est bien sûr complétement passif.

Les femmes sont montrées soit comme des mégères prétentieuses et acariâtres soit comme de jeunes stars cherchant à se vendre. Les vieux sont d'éternels radoteurs qui au lieu de parler des tranchées et de Verdun racontent Gergovie.

On y trouve aussi toutes les idées fausses et méprisantes entretenues par la bourgeoisie à l'égard des habitants de certaines régions. Le Breton est buveur, l'Auvergnat prudent et avare, le Marseillais paresseux et beau parleur. Ces albums développent le chauvinisme à l'égard des autres peuples. «Ils sont fous ces Bretons». L'exemple le plus parlant est la façon dont est dessiné l'Africain dans le bateau des pirates : on lui fait des lèvres difformes, un nez très épaté, il tient des propos incohérents.

Bien sûr c'est de l'humour, mais l'humour n'est pas neutre, il se moque soit du peuple, soit de ses oppresseurs, Goscinny se moquait du peuple.

Le succès de Goscinny était dû aussi au dessinateur Uderzo qui illustrait ses scénarios.

Goscinny était le créateur de Lucky Lucke . Dans cette parodie de western les Indiens jouaient toujours le mauvais rôle. Il avait aussi creé Iznogoud, le premier ministre qui veut prendre le pouvoir au roi, Mais comme il se doit, les méchants sont toujours punis et le roi garde le pouvoir.

Goscinny était un homme d'affaires.Ses albums lui rapportaient . Chacun était vendu à 18 millions d'exemplaires, ils sont traduits dans toutes les langues. Goscinny était le directeur de Pilote et avait des responsabilités dans la maison d'Edition Dargaud.

Sous prétexte d'humour, Goscinny se moque de peuple. Même si certains traits sont le reflet de certaines réalités, il les présente comme propres à la nature humaine et immuables. Le peuple a toujours besoin d'un sauveur providentiel : Il s'appelle ici Astérix ou Lucky Lucke.

Sous une forme aguichante, Goscinny diffusait l'immobilisme et le pessimisme. Ses bandes dessinées étaient des supports de l'idéologie bourgeoise.

• USA

37 morts après la rupture du barrage de Toccoa

Le barrage situé en Georgie aux USA, au dessus d'une localité de 9 000 habitants a brusquement cédé à la suite de pluies torrentielles faisaient 37 morts, 45 blessés et deux disparus. Or, que, déclare le président de la sous-commission pour l'environnement ? Cette rupture aurait pu être évitée à condition de débloquer des crédits suffisants pour un programme d'inspection des barrages. Ainsi toute leur puissance, les USA la mettent au service du profit et non de la sécurité de la population : cet exemple le montre bien !!

ECRITS DU PRESIDENT HUA KUO-FENG AUX EDITIONS DE PEKIN

. Mobiliser tout le parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts du type de Tatchai (1975). . . . . 1,30 F

. Discours à la deuxième Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture. . . . . 1,00 F

. Poursuivons jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat . . . . . 1,00 F

Toutes ces brochures sont disponibles entre autres aux librairies :

Les Herbes sauvages 70, rue de Belleville 75020 -Paris

La Force du livre 33, rue René Leynaud 69001- Lyon et par correspondance à :
E. 100 24, rue Philippe de Girard 75010-Paris
(les prix indiqués ne comprennent pas les frais de port)

Communiqué du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine

Le PC(M-L) A dans les luttes ouvrières (1)

Les différents moyens d'information ont rendu compte, ces jours-ci, de faits qui se sont produits en Argentine.

Les luttes dans les usines d'automobiles Renault, Peugeot et General-motors dans la 2e quinzaine d'octobre ont été le début d'une série de grèves qui, aujourd'hui se concentrent auprès des ouvriers et employés de l'État, des chemins de fer, des banques de l'État, des ouvriers de l'électricité, du métro, de l'eau et de l'énergie, etc.

Les ouvriers de Renault d'Argentine ont occupé l'usine qui est située à Santa Isabel (Còrdoba) et ont résisté pendant trois heures avec des barricades et des cocktails molotov à l'intervention violente des forces de l'ordre. Les cheminots ont fait de nombreux actes de sabotage de même que les employés des banques et les ouvriers du métro à Buenos Aires. Tout ceci rassemble les expériences de lutte les plus riches et montre l'opinion qu'ont les masses populaires de la dictature.

Les mères des prisonniers et des disparus, qui manifestaient massivement sur la place des Deux Congrès disent que les gens sortaient aux balcons de leurs maisons pour applaudir leur passage et ont eu un comportement héroïque face à la brutale répression exercée par la police.

Mais cette lutte ne commence pas seulement maintenant. Le 24 mars 1976, plus de 100 000 travailleurs se sont mis en grève dans tout le pays, suivant la consigne de notre Parti de faire la grève générale contre la dictature. Les luttes qui ont commencé à cette époque, bien qu'elles furent défensives, servirent pour tremper dans la lutte la classe ouvrière et le peuple, pour les aider à trouver de nouvelles formes d'expression et de combat, pour produire des luttes exemplaires comme celle de Luz et Fuerza en novembre et décembre 1976, comme celle des métallurgistes et mécanos de juillet-août 1977 et beaucoup d'autres dans tout le pays.

(A suivre)

• Palestine

Les organisations de masse palestiniennes à Damas viennent de réaffirmer leur détermination de n'épargner aucun sacrifice et de persévérer dans la lutte armée contre l'impérialisme et le sionisme israélien jusqu'à la libération complete de leur patrie usurpée, cette résolution a été exprimée dans une déclaration publiée à l'occasion du 60 e anniversaire de la déclaration Balfour.

La résolution appelle les gouvernements arabes à renforcer la solidarité sur les plans militaires, économiques et politiques.

Ce même jour une grève générale et des manifestations se déroulaient dans les villes occupées de la rive occidentale du Jourdain

L'aide de la Chine socialiste au tiers monde

La Chine accorde son assistance technique et financiere à plus de 50 pays du tiers monde, vient d'indiquer l'agence chine nouvelle.

Cette aide est constituée de prêts à long terme et sans intérêts, de dons et d'une assistance technique et scientifique en particulier dans le domaine de l'agriculture, cette aide s'attache toujours à former des successeurs dans les pays mêmes où elle s'exerce. La Chine introduit ainsi dans de nombreux pays des méthodes de culture tropicale, d'élevage de volailles et des porcs, de pêche. Elle forme de nombreux agrotechniciens.

Chine nouvelle souligne que cette aide au tiers monde est un devoir internationaliste et rappelle les enseignements que la Chine a tiré de sa collaboration avec le tiers monde : variétés de riz de Philippines, légumes et de blé du Mexique, palmiers à huile d'Afrique, olives d'Europe, mécanisation de l'élevage de la volaille de Corée et de Roumanie etc.

Cette aide chinoise au tiers monde contraste avec le pillage du tiers monde organisé par les super puissances, aboutissant au sabotage de son développement agricole.

Message du Parti communiste unifié d'Italie

Le Parti communiste unifié d'Italie envoie une salutation chaleureuse au meeting organisé par les communistes-marxistes léninistes de France, qui a célébré le 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre qui a donné un nouvel essor à la cause révolutionnaire et à l'unité du mouvement communiste international.

Les Bolchéviques fermement attachés aux principes marxistes-léninistes ont su analyser et utiliser toutes les contradictions, distinguer entre les ennemis et utiliser toutes les contradictions, distinguer entre les ennemis principaux et les ennemis secondaires, abattre un seul ennemi à la fois, passer les alliances pour arriver à la victoire : c'est une leçon de la Révolution d'Octobre que poursuit la théorie des trois mondes du président Mao Tsé-toung qui constitue aujourd'hui la stratégie au niveau mondial et la base pour la construction stratégique de la révolution dans chaque pays.

Les communistes tiennent bien haut levé le drapeau de la Révolution d'Octobre de Lénine et de Staline. Ils travaillent dans la lutte contre les deux superpuissances, en particulier le social-impérialisme russe.

Le Secrétaire général
du Parti communiste unifié d'Italie,
Osvaldo Pesce

Message du Parti communiste de Suède

Le Parti communiste de Suède adresse ses chaleureuses et fraternelles salutations aux communistes marxistes-léninistes français et à leur organe l'Humanité rouge à l'occasion de votre meeting commémorant l'historique Révolution socialiste d'Octobre.

Les enseignements de la Révolution d'Octobre sont toujours aussi importants pour la classe ouvrière, bien que le pouvoir d'Etat, dans le premier pays socialiste, ait été récupéré par la bourgeoisie.

Les nouveaux tsars du Kremlin ont transformé l'Union soviétique en une superpuissance impérialiste qui représente aujourd'hui la principale menace pour la paix du monde.

Pour les marxistes-léninistes d'Europe, il est de la plus grande importance d'unir tout ce qui peut être uni dans un large front contre les deux superpuissances et particulièrement de résister à l'offensive du social-impérialisme soviétique.

Cette tâche est intimement liée à la lutte pour la révolution socialiste dans nos pays.

Le marxisme-léninisme, ultérieurement développé par Mao Tse-toung, représente une arme précieuse pour la classe ouvrière et le peuple dans ce combat (...)

Parution du journal

En raison du 11 novembre, jour férié, les numéros de l'Humanité rouge datés des 11, 12 et 13 novembre ne paraitront pas.

Par contre, dans l'édition datée du 15 novembre, il y aura un supplément de quatre pages qui sera consacré entièrement à notre campagne politique pour mars 1978.

• Vitry sur Seine

La police agresse de jeunes immigrés

Mardi matin, on apprenait par la radio qu'une bande de jeunes «avait attaqué trois flics», en blessant certains. Autour de la cité, les discussions allaient bon train ce jour de marché. Certains, apeurés par ces nouvelles alarmistes, et le déploiement policier évoquaient le nombre croissant d'agressions. Mais que s'est-il passé au juste ? Qui s'est rendu coupable d'agression ?

Un jeune immigré de 14 ans et demi circulait à mobylette mardi soir quand une voiture de police qui passait a actionné sa sirène. A Vitry, des voitures de police, il y en a de plus en plus même si le syndicat autonome de la police parle sur un ton pleurnichard de «pénurie», dans les tracts dont il a inondé les cités ; même si la municipalité a exigé à cor et à cri la construction d'un commissariat. Ces voitures actionnent aussi leur sirène pour un oui ou pour un non, histoire sans doute de justifier un accroissement des forces de police.

Le jeune n'a pas compris que c'est à lui qu'on en voulait et a continué sa route. La voiture l'a alors coincé ; les flics lui ont pris ses papiers qui étaient en règle, ont refusé de les lui rendre, l'ont frappé à la figure et l'ont malmené, déchirant ses vêtements. D'autres jeunes ont vu cette scène d'agression policière qui se passait dans une allée intérieure théoriquement privée de la cité. Ils sont alors venus en aide à leur copain et ce sont les flics qui ont dû faire retraite.

C'est par la suite qu'ils sont revenus avec des renforts et ont fait leur rodéo dans la nuit.

Le lendemain, ils ont débarqué dans la cité et sont allés chercher chez eux une douzaine de jeunes, faisant intrusion dans les appartements sans mandat de perquisition. Ils sont allés jusqu'à frapper des jeunes immigrés encore au lit et devant les parents qui s'interposaient et protestaient en disant «Je suis chez moi», ils ont répondu : «non, vous êtes chez nous, retournez chez vous».

Ces agressions racistes s'inscrivent dans tout un climat entretenu par les mesures scélérates de Stoléru et les menaces d'intervention du gouvernement français en Afrique du Nord. Mais ces menaces et ces mesures, justement, les travailleurs, français comme immigrés ne les tolèrent pas. Halte à la campagne raciste ! Exigeons la libération immédiate des jeunes emprisonnés de Vitry !

Le texte intégral de l'important discours prononcé par notre camarade J. Jurquet à l'occasion du rassemblement national des communistes marxistes-léninistes de France le 6 novembre 1977 est disponible.

Commandez le auprès de nos diffuseurs et dans les kiosques où il est en vente avec le bimensuel No 18, au prix de 1 F,

sous le titre «Sous le drapeau de la Révolution d'Octobre» (Edition spéciale du bimensuel)

Pour avoir diffusé l'Humanité rouge

Un militant est convoqué au tribunal de Martigues

Pour avoir diffusé la presse communiste, pour avoir propagé les idées de l'Humanité rouge, un militant de Martigues, dans les Bouches-du-Rhône, est traduit en justice le vendredi 25 novembre prochain.

Les 10 et 20 avril il avait refusé d'arrêter la diffusion sur le marché comme lui avait commandé les flics municipaux. Ayant reçu 340 F d'amende, il y a fait opposition. Le prétexte invoqué est «embarras de la voie publique».

Il s'agit d'une mairie PCF, municipalité prétendument «démocratique et ouvrière».

Ceci n'est pas un fait isolé. Rappelons que dans le même département, à Gardanne, le 5 mai dernier, le nouveau Conseil municipal de gauche à dominante PCF en place depuis cinq semaines, décidait par 12 voix contre 11, d'interdire le parc des loisirs de Valabre aux militants de l'Humanité rouge qui comptaient organiser le 19 mai, une fête populaire *«pour les luttes ouvrières et paysannes, pour le socialisme»*.

Finalement, la fête s'est tenue dans un autre endroit quelques temps après et a obtenu un grand succès. Dans un tract, les marxistes-léninistes de Martigues, expliquent que la municipalité n'apprécie pas du tout notre présence.

Le dimanche suivant les élections municipales, les flics municipaux nous intiment l'ordre de faire disparaître notre stand : nous refusons car nous ne créons ni scandale, ni gêne ;nous sommes largement soutenus par la population et les petits commerçants. Les flics doivent reculer ; ils se présentent ainsi plusieurs dimanches de suite sans plus de succès.

Peu après nous recevons des amendes auxquelles nous faisons opposition. Dans le même temps, nous distribuons un tract appelant à *défendre la liberté d'expression* ; une affiche sur le même thème est collée dans la ville et une pétition est signée sur le marché, notamment par des membres de base du PCF.

En faisant signer cette pétition, nous avons rencontré des membres du MJCF : ceux-ci se sont insurgés contre les agissements de la mairie et nous ont fait part de ce qui leur était arrivé : alors qu'ils tenaient un stand sur l'autre marché, un flic est venu les faire courir mais apprenant qui ils étaient, il a déclaré : «Ah, vous êtes du parti du maire, alors vous pouvez rester !»

Devant l'impact de notre intervention sur le thème des libertés démocratiques bafouées par les révisionnistes de la municipalité, le PCF se trouve en difficulté.

D'une part, il répond par un article de son journal local et par tract en insultant le PCMLF «agent de la bourgeoisie» et en niant purement et simplement ses atteintes aux libertés démocratiques. (Voir document dans la revue Prolétariat No 14 page 45).

Mal lui en prend car nous répondons immédiatement par un tract qui, faits à l'appui, démasque sa pratique de répression des progressistes et des marxistes-léninistes, et sa politique de collaboration de classe.

D'autre part, il commence à faire marche arrière et ne fait plus verbaliser systématiquement tous les dimanches.

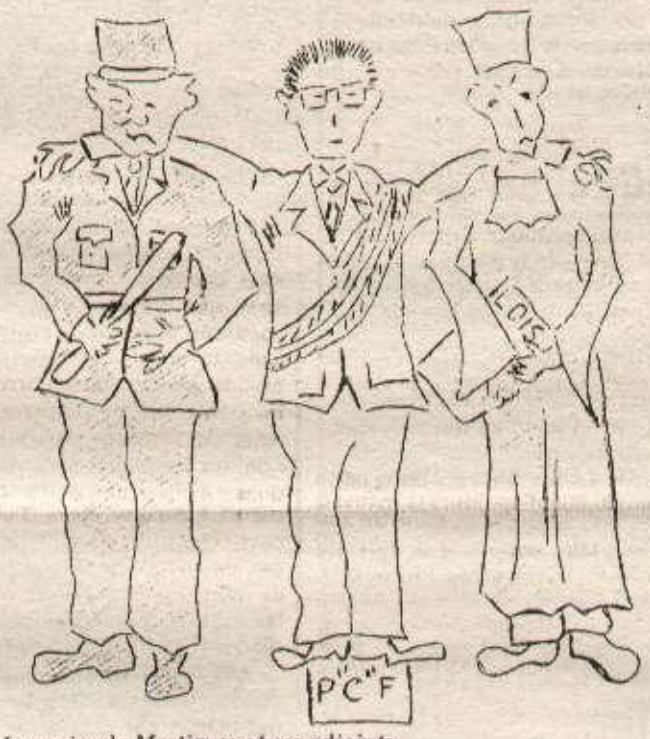
Quelles conclusions tirer de cette affaire jusqu'à présent ?

– La municipalité de Martigues n'est ni communiste, ni démocratique.

– Les moyens qu'elle emploie pour nous combattre ce ne sont pas des arguments politiques ; elle se réfugie derrière la légalité bourgeoise, légalité des patrons.

– Lorsque les dirigeants du PCF ont une parcelle de pouvoir, ils l'emploient comme tout autre parti bourgeois PR, RPR, PS, etc. c'est à dire pour défendre et maintenir les privilèges d'une poignée de corrompus usant de la plus vile démagogie, pour exploiter les masses populaires de toutes les façons possibles, pour faire taire toutes les contestations d'où qu'elles viennent.

– Surtout cela prouve que lorsqu'on s'appuie sur les masses et qu'on ose affronter les révisionnistes sur de justes positions de classe, il est tout à fait possible de les faire reculer, même là où ils paraissent forts, car leur force n'est qu'apparente et leur faiblesse bien réelle du fait même de leur ligne politique bourgeoise *donc contraire et en opposition aux intérêts des masses populaires.*



Le maire de Martigues et ses adjoints

Rassemblement national du 6 novembre

La salle Pierre Sémard ou «classe contre classe»

Pierre Sémard, secrétaire général (de 1924 à 1930) du Parti communiste français, au temps où son activité dans la classe ouvrière, dans les usines, se fondait sur ce grand mot d'ordre *«classe contre classe»* ; Pierre Sémard, emprisonné en 1939, sur ordre des «héritiers» socialistes et radicaux du Front populaire : le gouvernement Daladier, qui avait interdit le Parti ; Pierre Sémard fusillé en 1942 par les nazis qui l'avaient trouvé en prison, Pierre Sémard, fondateur de la CGT des cheminots, dirigeant sans faille de la lutte pour édifier un syndicat indépendant des idéologies et partis de la bourgeoisie : un syndicat révolutionnaire. Il ne pourrait y avoir de nom mieux choisi pour cette salle *«classe contre classe»* que celui de ce grand et exemplaire dirigeant communiste, aujourd'hui où la question de l'édification d'un syndicat indépendant des partis bourgeois, est à l'ordre du jour, tant les agissements néfastes des états-majors «socialistes» ou révisionnistes des syndicats actuels ont montré l'impérieuse nécessité d'échapper à leur influence.

De cette lutte classe contre classe, de l'activité des communistes marxistes-léninistes pour refaire de la ligne classe contre classe l'orientation dominante dans le mouvement ouvrier, la nombreuse assistance qui parcourut constamment cette salle en avait de nombreuses illustrations à travers panneaux et discussions.

Remarquable également, la large place prise par les luttes de nos frères immigrés, en particulier les résidents des foyers Sonacotra et ceux de la Logirep à Chelles : cela témoignait du développement de ces luttes et du travail réalisé par les communistes marxistes-léninistes pour l'unité de la classe ouvrière : ouvriers français et immigrés.

De même l'important stand des luttes paysannes et de l'unité ouvriers-paysans illustrant les progrès sensibles réalisés dans ce domaine dans la compréhension et l'application de notre ligne.

Au temps fort de cette salle, nous avons été nombreux à entendre, non sans quelque émotion, l'intervention d'un vieux travailleur maghrébin dont l'âge et les cheveux blancs n'ont en rien diminué la volonté de combat : il raconta avec simplicité et clarté l'expérience de la lutte à Chelles.

Un camarade avait auparavant parlé des riches perspectives de développement de la lutte classe contre classe et du marxisme-léninisme à la campagne et un travailleur de l'usine Pellet en grève parla ensuite de cette lutte (qui vient de subir l'intervention policière).

• Centre de tri du PLM - Paris

Communiqué de la cellule Monmousseau du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Hier lundi 7 novembre, nous avons appris le refus de la direction des PTT de titulariser un inspecteur élève et son licenciement prochain. Motif invoqué : «comportement professionnel» !!! En fait, il ne s'agit pas d'une faute professionnelle mais de son attitude constante à refuser de faire le garde-chiourme et le flic de la direction.

Ce qui n'apparait pas bien sûr sur le motif, c'est son comportement qui n'était pas dû au hasard mais qui était bien le reflet de ses idées, qui s'appuyait sur le marxisme-léninisme.

Le licenciement dans les PTT et en particulier pour un inspecteur-élève est un acte grave. La direction essaie de jouer la rapidité pour désamorcer la riposte qui se prépare. Non à tout licenciement ! Titularisation immédiate et sur place de l'inspecteur-élève ! La repression, nous l'écraserons.

Partout et notamment dans les PTT, faites connaitre la vérité sur la sécurité de l'emploi dans les PTT.

• Pellet-Nanterre

Expulsion du piquet de grève !

A 7h 25, mardi 7 novembre, le commissaire de Nanterre s'est présenté devant le piquet de grève et a obligé les travailleurs à cesser l'occupation. L'expulsion des grévistes de l'usine qu'ils occupaient depuis 33 jours n'a pas entamé leur détermination puisque quelques grévistes seulement ont accepté de reprendre le travail.

Tous les autres se sont retrouvés à l'union locale CFDT de Nanterre où une piéce a été mise à leur disposition. Ils se sont immédiatement réunis en assemblée générale pour examiner les mesures à prendre pour la poursuite de la lutte. La grève continue.

• SNCF

A propos des grèves de 24 H

Dans les pages de l'édition cheminots du Syndicalisme-hebdo CFDT du 29 septembre est paru un intéressant article inaugurant une rubrique «Analyse» intitulée «Des militants disent : pas d'accord avec les grèves de 24 heures». Cet article commence par des aveux intéressants «Nous entendons souvent cela dans les réunions syndicales», «il est vrai que les militants expriment l'avis des cheminots».

Bien entendu, l'auteur s'efforce de justifier les journées d'action parachutées par fédération et confédération.

Premier argument : le refus des 24 heures, c'est de l'anticégétisme et cela sous-tend une stratégie de l'unité se réalisant au sommet contre l'avis des travailleurs. Une telle conception amène, (l'expérience de tous les jours le montre) une division réelle à la base, alors que c'est justement des mots d'ordre reflétant les aspirations des masses qui créent une réelle unité des travailleurs.

Deuxième argument : si une grève de 24 heures ne convient pas, que faire ? Trois jours, quatre jours, une semaine... ? Là on se heurte à l'impossibilité d'une réaction favorable MASSIVE (en majuscule dans le texte). Ah, les étranges syndicalistes qui posent en principe l'impossibilité de grèves massives de plus de trois jours. Pourtant, des grèves massives et longues ça existe. Alors les cheminots seraient une race de travailleurs à part ? Pourtant, l'histoire de cheminots est pleine de luttes dures et longues. Mais voilà, c'est bien de cela que nos dirigeants fédéraux ne veulent pas. Il n'est qu'à voir d'ailleurs comment ces dirigeants utilisent le durcissement de la direction, comme un argument nécessitant non pas un durcissement des travailleurs, mais un recul de leur part. Pour n'en donner qu'un exemple : de nombreux cheminots aspirent à des grèves dans les moments de fort trafic alors qu'en général les grèves lancées par les fédérations tombent sur des moments creux. Réponse des dirigeants fédéraux maintes fois entendue : «Attention, le gouvernement n'attend que cela pour sortir un décret nous réquisitionnant». Ce qui veut dire : limitons nous-mêmes le droit de grève pour que ce ne soit pas le gouvernement qui nous le limite.

Troisième argument montrant une fertile imagination pour récrire l'histoire. «Il nous reste alors la grève générale illimitée. Cette forme de grève mérite une analyse plus complète. Pour aller vite, regardons l'histoire ouvrière : c'est pour la bourgeoisie, à chaque occasion, le moyen d'écraser les travailleurs. En France, la dernière insurrection armée des travailleurs remonte à la Commune de Paris, il y a un siècle, mais le capitalisme est toujours là. Aujourd'hui, le Chili nous rappelle une triste réalité».

Cela montre au moins quels sont ceux que combat la fédération, ceux qui expliquent que l'on n'abattra pas le capitalisme sans insurection armée. Mais, c'est effectivement aller vite dans l'accumulation des contre-vérités que la démonstration qui nous est proposée. Déjà, assimiler grève générale illimitée et insurection armée est assez étonnant. Il s'agit de deux formes de lutte du prolétariat d'un niveau bien différent. Quant à prétendre que c'est *à chaque fois*, pour la bourgeoisie le moyen d'écraser les travailleurs, c'est condamner ou ignorer les grévistes de 1936, de 1953, de 1968.

Quant à l'argument employé pour condamner la voie des Communards, on pourrait facilement rétorquer qu'il y a plus d'un siècle que des gens prétendent supprimer le capitalisme en gagnant les élections, qu'ils ont participé à de nombreux gouvernements et que le capitalisme est toujours là. Bien entendu, nos pacifiques bonzes syndicaux n'ont jamais entendu parler de la grève générale débouchant sur l'insurrection armée antinazie de 1944, ils n'ont jamais entendu parler d'Octobre 17, ou de la Révolution chinoise. Ils vont vraiment vite quand ils regardent l'histoire ouvrière.

Mais où l'argument devient franchement crapuleux, c'est quand ils font allusion au Chili où Allende avait bien pris le pouvoir à la suite de changements électoraux et pas à la suite d'une insurrection prolétarienne armée. L'auteur laisse cependant une petite «ouverture à gauche» en disant : «Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas se préparer à des actions dures de plus longue durée comme ce fut le cas chaque fois que la classe ouvrière a mené le combat plus global. 1936 par exemple. Mais après toute la démonstration précédente, c'est purement formel.

Correspondant SNCF

• Noirmoutier

Victoire des habitants de l'Ile

A la suite des luttes qui avaient duré plus d'une semaine, le préfet du département de la Vendée a dû annuler l'augmentation des tarifs du péage du pont reliant l'île au continent.

Dès que la nouvelle a été connue, les habitants ont laissé éclater leur joie. De nouvelles réunions sont prévues pour discuter de cette victoire.

Sur la photo, les flics ont investi le poste de péage et font face aux habitants.

• Le Troquier-Angers

En grève depuis le 3 novembre

Le Troquier est une entreprise du bâtiment d'Angers qui emploie 100 travailleurs.

Les conditions de travail y sont déplorables (travail épuisant, dangereux, soumis aux intempéries), tout cela pour un salaire de 1 700 F pour un ouvrier qualifié. Et il existe dans cette entreprise trois autres catégories qui eux touchent que le SMIG.

Jusqu'à maintenant, les ouvriers faisaient 45 h et le patron entend revenir aux 40 heures en diminuant les salaires selon sa propre logique d'exploiteur.

Les ouvriers ne peuvent l'accepter et ils décident la grève illimitée : malgré la mobilisation difficile, du fait de l'éparpillement des chantiers, c'est la quasi-totalité des ouvriers qui sont en grève . La revendication principale est : les 40 heures sans perte de salaire. Les ouvriers demandent d'autre part, l'obtention de bleus de travail, le respect des régles d'hygiène et de sécurité.

Face à la détermination des ouvriers en lutte, le Troquier cédera !

Correspondant HR Angers

• Paris

Action de masse des résidents du foyer de la rue Sedaine

Les 70 résidents du foyer de la rue Sedaine (11 e arrondissement ont sans doute obtenu des autorités un premier résultat. (cf HR 724).

Du fait de leur lutte, le propriétaire du foyer, le Commissariat national du logement des immigrés (CNLI) s'est vu obligé d'envoyer dès lundi dernier un haut fonctionnaire pour négocier. Celui-ci proposerait une réfection des locaux actuels incendiés par les racistes et annoncerait le début des travaux du nouveau foyer promis. Les résidents ont déja défini leur propre critère de logement, et forts de l'unité ils s'opposeront, s'il le faut, aux demi-mesures et autres promesses. Quoiqu' il en soit , les résidents sont en bonne position. Leur grève des loyers dure depuis plus d'un mois et le soutien à leurs revendications s'élargit. Un foyer AFTAM de Montreuil s'est mis en grève de solidarité avec le foyer de Sedaine. Dans les entreprises, les résidents diffusent, largement, auprés de leurs camarades de travail l'appel de leur comité (voir HR 758). Celui ci rencontre une grande approbation tandis que, sur le quartier, les antiracistes commencent à prendre en main la popularisation et la diffusion de l'appel auprés des travailleurs des entreprises locales.

Les résidents enfin envisagent de faire connaitre, avec le concours de tous leurs amis leur lutte dans une conférence de presse pour un proche avenir.

Ne relâchons pas notre soutien aux travailleurs immigrés de la rue Sedaine.

La lutte continue !

Français -immigrés, égalité des droits !

• Dubigeon-Nantes

Les syndicats ont appelé à la reprise du travail !

Malgré quelques coups de gueule bien sentis afin qu'«on ne les mélange pas avec les dirigeants CFDT, les dirigeants CGT ont appelé eux aussi à la reprise du boulot à Dubigeon pour «ne pas briser l'unité avec la CFDT» et tout le baratin...

Balivernes que tout cela ! Pour faire entériner cette décision scandaleuse et capitularde, les dirigeants CGT avaient fait appel à Prempart, permanent de l'UD-CGT, lequel Prempart a dare-dare convoqué une réunion de section CGT qui a réuni 300 adhérents sur 700, laquelle réunion a décidé d'appeler à... la reprise.

Mais cela a du mal à passer, tellement de mal que Prempart a insinué, sans toutefois «vouloir s'ingérer dans les affaires de la section», qu'il faudrait voir à voir. Et les ouvriers dans tout cela ? Ils ne comptent pas pour ses messieurs qui font passer l'unité au sommet entre les directions syndicales avant tout. Et mardi matin, c'était pour les travailleurs une bien amère reprise.

• Deffrenne-Roubaix

Les travailleurs poursuivent l'occupation contre les licenciements. Le patron, J. Deffrenne, demeure en prison. Mais la mobilisation et le soutien des travailleurs et de toute la population laborieuse restent nécessaires, en effet un nouveau jugement doit être rendu par les tribunaux à la demande des syndics. Ce jugement peut prononcer l'expulsion des travailleurs.

Apportez votre soutien aux grévistes de Deffrenne !

****

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

****

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977